



N°2, NOVEMBRE 2016



MAPS & FACTS

# LES ENJEUX ALIMENTAIRES

FACE AUX DÉFIS DÉMOGRAPHIQUES,  
URBAINS, MIGRATOIRES  
ET SÉCURITAIRES



Secrétariat du  
**Club** DU SAHEL ET DE  
L'AFRIQUE DE L'OUEST

**OCDE**  
DES POLITIQUES MEILLEURES  
POUR UNE VIE MEILLEURE



## À PROPOS DU RPCA

Promouvoir le dialogue et la coordination, construire une vision cohérente et consensuelle de la situation alimentaire et nutritionnelle et nourrir ainsi la prise de décision : voilà en quelques mots le cœur de la mission du RPCA depuis plus de trente ans. Créé en 1984, le Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) est une plateforme internationale de concertation et de coordination s'appuyant sur le leadership politique des Commissions de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Il est co-animé par le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) et le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE). Le Réseau rassemble les principales parties prenantes de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la région : représentants des pays ouest-africains et sahéliens, des organisations régionales, des systèmes d'informations régionaux et internationaux, des agences de coopération bi- et multilatérales, des agences humanitaires et ONG internationales ainsi que des organisations professionnelles agricoles et de la société civile et du secteur privé.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Nous encourageons l'utilisation de nos cartes. Veuillez nous en informer et faire mention du copyright du Club. Pour des demandes spécifiques, contactez : [swac.contact@oecd.org](mailto:swac.contact@oecd.org)

Photos : Journée sur la nutrition, Ouagadougou, Burkina Faso, 2016 © OCDE/CSAO

---

# SOMMAIRE

---

## **DÉMOGRAPHIE** P. 6

- Le nombre
- L'agriculture ouest-africaine a relevé le défi démographique
- La proportion des personnes sous-alimentées baisse
- 35 millions de personnes souffrent encore de sous-alimentation
- La malnutrition chronique perdure
- Les jeunes filles se marient trop jeunes
- La scolarisation des filles contribue à la baisse de la fécondité
- Les politiques de population

## **URBANISATION** P. 14

- Une urbanisation irréversible
- De plus en plus de villes, de plus en plus peuplées
- Un réseau dense de petites et moyennes agglomérations
- La population rurale continue de croître mais sera bientôt minoritaire
- La ville, moteur de l'économie alimentaire
- L'économie alimentaire, premier gisement d'emplois
- La ville « accélérateur » de la transition démographique
- La sécurité alimentaire et les villes

## **MIGRATIONS** P. 22

- Moins d'un tiers des migrants ouest-africains quitte le continent africain
- Une forte mobilité régionale
- Trois espaces migratoires sous-régionaux
- Réseaux sociaux et commerciaux
- Les proximités migratoires sahéliennes
- Les transferts de fonds des migrants
- Un demi-million de réfugiés au Niger et au Tchad

## **AUX CONFINS DES DÉFIS ALIMENTAIRES ET SÉCURITAIRES** P. 29

- Les menaces sécuritaires aggravent les fragilités structurelles
- L'exemple du nord-est du Nigéria
- L'exemple du Niger
- L'exemple du Tchad

## **TROIS PRIORITÉS** P. 33

- La prévention et la gestion des crises alimentaires
- La résilience
- La croissance et l'emploi



## EN QUELQUES MOTS

Ce nouvel opus de « Maps & Facts » aborde les défis démographiques, urbains, migratoires et sécuritaires par le prisme des enjeux alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Il complète une synthèse du même type centrée sur le climat et les changements climatiques produite en novembre 2015 dans la perspective de la COP 21.

Le message qu'il se propose de promouvoir est le suivant : les enjeux alimentaires ne doivent pas être masqués par les résurgences des défis démographiques, migratoires et sécuritaires dans l'agenda international. Ils font partie des réponses à ces défis ; ces derniers étant eux-mêmes des éléments clés de la problématique alimentaire. Oublier ce

qui constitue le cœur de l'économie et des sociétés ouest-africaines, serait une erreur. L'ensemble des activités de production, transformation et distribution qui concourent à l'alimentation humaine, représente aujourd'hui le premier secteur d'activités de la région, loin devant le pétrole, les cultures d'exportation ou l'industrie. Si l'on doit créer des emplois, beaucoup plus d'emplois ; si l'on veut miser sur une croissance plus forte et plus inclusive ; si l'on entend ouvrir un champ plus vaste d'opportunités aux producteurs agricoles et autres entrepreneurs ; si l'on s'engage à sortir

durablement les plus fragiles de la pauvreté et de la précarité ; cela se fera principalement dans ce secteur.

De la prévention des crises alimentaires au développement économique, en passant par la résilience des plus fragiles, les enjeux alimentaires doivent demeurer au centre de la réflexion, des politiques et de l'action.

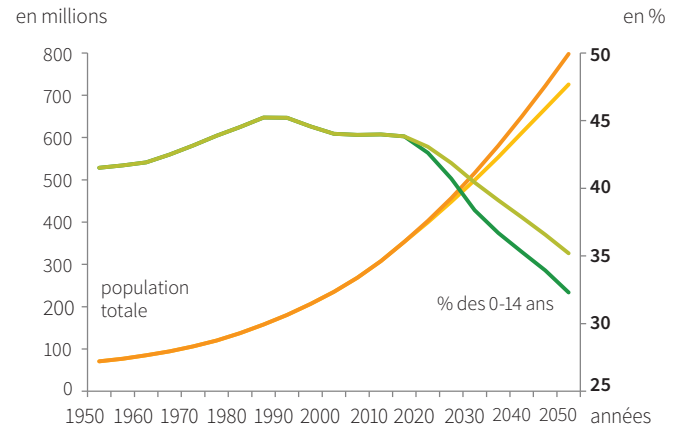
**« Les enjeux alimentaires ne doivent pas être masqués par les résurgences des défis démographiques, migratoires et sécuritaires dans l'agenda international. Ils font partie des réponses à ces défis. »**

# DÉMOGRAPHIE

## LE NOMBRE

Au cours des trois dernières décennies, la population ouest-africaine a plus que doublé. Dix millions d'enfants naissent chaque année ; dix millions d'enfants supplémentaires devraient être scolarisés. Éducation, santé, accès à l'eau potable, nourriture, emplois, environnement ; la forte croissance démographique ajoute le défi du nombre à celui du développement. En 2015, l'Afrique de l'Ouest a passé le cap des 370 millions de personnes. Pour projeter la population jusqu'en 2050, les Nations Unies retiennent quatre scénarios qui ne diffèrent que par l'indice de fécondité retenu. Le scénario moyen est le plus couramment repris. Pour l'Afrique de l'Ouest, la différence entre ce dernier et le scénario de croissance le plus faible (anticipant une forte baisse de la fécondité) est de l'ordre de 70 millions de personnes. C'est ce scénario qui devrait être la boussole des politiques de développement. **L'objectif est moins de limiter la croissance du nombre d'habitants, que de diminuer la proportion de très jeunes dans la population totale.** À la fin du siècle dernier, les 0-14 ans représentaient 45 % de la population. Si la fécondité baisse rapidement, ils ne seront plus que 32 % dans 35 ans (Graphique 1). Au cours de la phase descendante de la transition démographique, la réduction du nombre de personnes à charge par actif libère une capacité d'épargne et d'investissements productifs, moteur d'une croissance forte et durable.

Graphique 1  
Population ouest-africaine, 1950-2050



- Population totale avec projections faibles
- Population totale avec projections médianes
- Pourcentage des 0-14 ans avec projections faibles
- Pourcentage des 0-14 ans avec projections médianes

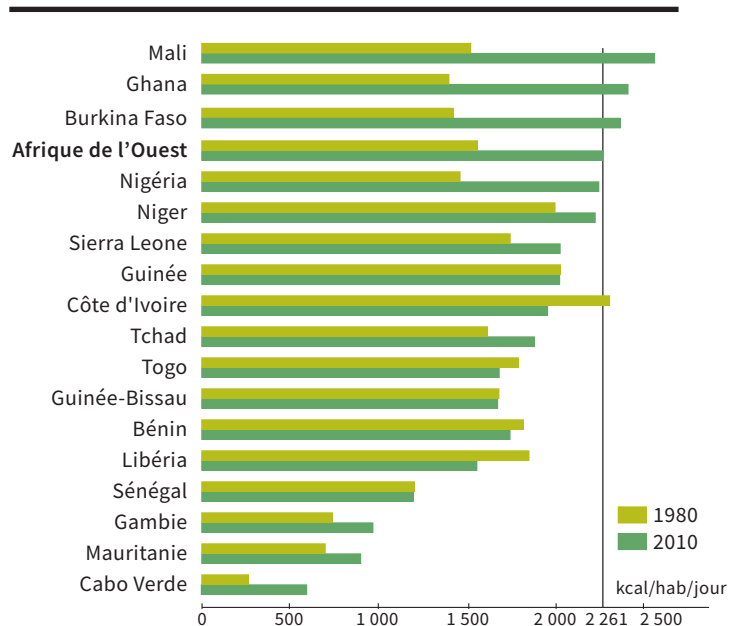
Source : Nations Unies (2015), Perspectives de la population mondiale

## L'AGRICULTURE OUEST-AFRICAINE A RELEVÉ LE DÉFI DÉMOGRAPHIQUE

Après deux décennies de stagnation, l'agriculture ouest-africaine s'est réveillée au milieu des années 80. **En 30 ans, la production agricole a augmenté bien plus rapidement que la population** et le disponible alimentaire produit localement est passé de 1 700 à 2 400 kilocalories par personne et par jour. Dans la plupart des pays ouest-africains, la dépendance alimentaire vis-à-vis du reste du monde n'a pas augmenté. Elle était de 20 % en 1980 ; elle est du même ordre aujourd'hui. Grâce aux campagnes massives de promotion de la filière rizicole et de la culture de contre-saison, les importations de riz n'ont augmenté que de 3.5 kg par personne en 30 ans. Ces bonnes performances, qui auraient pu être encore meilleures si un certain nombre de pays n'avaient pas connu des situations prolongées de conflit ou d'instabilité, sont à mettre au crédit des paysans et producteurs agricoles, des commerçants, transporteurs et transformateurs ouest-africains. Ils ont su répondre à une augmentation forte et continue de la demande. En 1950, neuf ménages sur dix étaient des agriculteurs. Ils ne sont plus que cinq en 2010. Une proportion décroissante de la population a donc dû nourrir l'autre partie de la population en forte augmentation. Ceci n'a pu se faire qu'au prix d'une amélioration constante de la productivité du travail agricole qui, après avoir longtemps décréu, augmente au taux impressionnant de 2.6 % par an depuis 1980. Les rendements ont eux aussi augmenté, mais moins fortement. Ceci n'est pas étonnant ; tant que la terre est facilement accessible, un producteur préfère accroître sa production par une augmentation de la surface cultivée.

Graphique 2

### Production alimentaire disponible pour la consommation



Sources : FAO (2015) ; OCDE/CSAO (2015)

## LA PROPORTION DES PERSONNES SOUS-ALIMENTÉES BAISSÉ

### L'Afrique de l'Ouest est la championne du continent africain en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Elle a accompli des progrès considérables qui ont permis de réduire le nombre de personnes souffrant de la faim et de la malnutrition. Malgré la croissance rapide de la population et les sécheresses récurrentes dans le Sahel, l'Afrique de l'Ouest a réduit la prévalence de la malnutrition de 60 % au cours des deux dernières décennies, passant de 24.2 % en 1990-92 à 9.6 % en 2014-16. Le Ghana et le Mali ont atteint à la fois la cible c de l'Objectif du Millénaire pour le développement (OMD 1) consistant à réduire de moitié la proportion de la population souffrant de la faim et de l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation qui vise à réduire de moitié le nombre absolu de personnes sous-alimentées à l'horizon 2015.

Carte 1

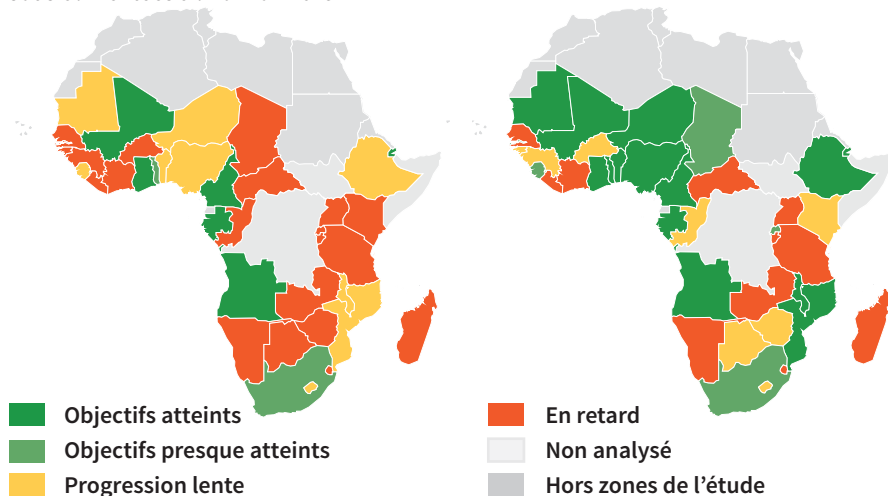
### Progrès vers la sécurité alimentaire

#### Objectifs du Sommet mondial de l'alimentation (SMA), 2014-16

Réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées à l'horizon 2015

#### Cible c de l'OMD 1, 2014-16

Réduire de moitié la proportion des personnes souffrant de la faim, 1990-2015



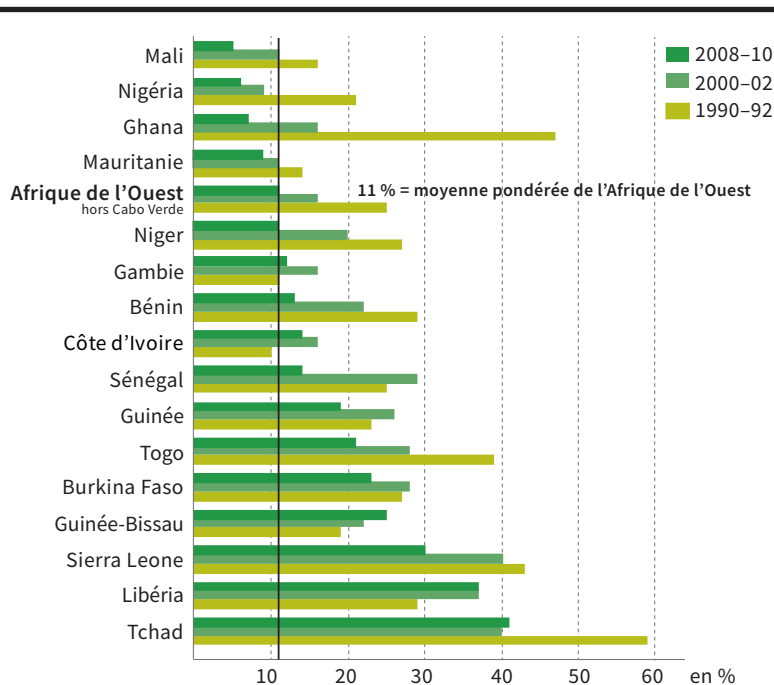
Source : FAO (2015), Vue d'ensemble régionale de l'insécurité alimentaire en Afrique



## 35 MILLIONS DE PERSONNES SOUFFRENT ENCORE DE SOUS-ALIMENTATION

Cependant, et malgré une diminution significative de la sous-alimentation, beaucoup d'Africains de l'Ouest sont restés sur le bord de la route. **11% de la population – autour de 35 millions de personnes – souffrent encore de sous-alimentation ou de malnutrition chroniques.** On les trouve en particulier au sein des ménages d'agriculteurs exclus du marché, d'agropasteurs ou de pasteurs trop dépendants d'un cheptel menacé par des sécheresses récurrentes, et de travailleurs pauvres de l'économie informelle. Structurellement vulnérables, ces personnes – dont une majorité de femmes et d'enfants – sont incapables de résister aux chocs récurrents portés par les sécheresses, les inondations, les ravageurs des cultures, les crises économiques et les conflits.

Graphique 3  
Proportion de la population sous-alimentée



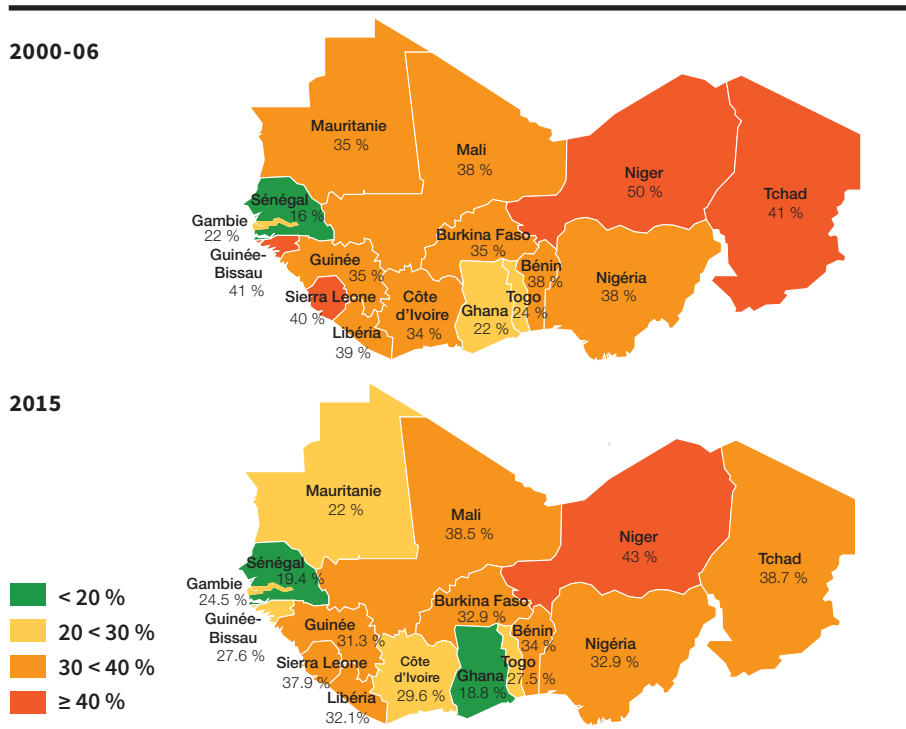
Sources : FAO (2015) ; OCDE/CSAO (2015)

# LA MALNUTRITION CHRONIQUE PERDURE

## La malnutrition est avant tout un problème chronique.

Les taux de malnutrition aiguë globale (MAG) dans le Sahel dépassent le seuil d’alerte de 10 % au moins depuis 15 ans. Dans de nombreuses zones, ils dépassent régulièrement le seuil d’urgence de 15 %. Près de 40 % des enfants de moins de 5 ans accusent un retard de croissance. La pauvreté, qui limite l’accès aux marchés, la faiblesse des systèmes de protection sociale, la mauvaise situation sanitaire sont autant de causes qui permettent d’expliquer ce phénomène. Il s’agit d’un problème structurel qui, pour être résolu, nécessite qu’on s’attaque aux facteurs sous-jacents de l’insécurité alimentaire, comme le fait l’Alliance globale pour la résilience (AGIR) (page 34). À l’exception du Cabo Verde qui ne rencontre pas de difficultés, tous les pays sahéniens et ouest-africains adhèrent également au mouvement SUN, une initiative mondiale visant à améliorer la nutrition. Depuis 2014, la CEDEAO a également lancé sa propre initiative « Faim zéro ».

Carte 2  
Enfants de moins de 5 ans souffrant de retard de croissance

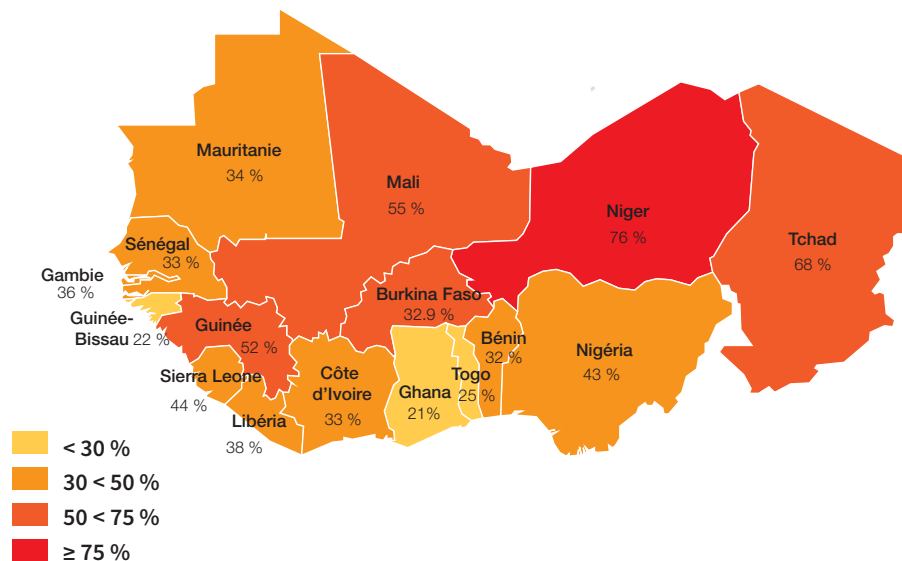


Sources : UNICEF, OMS (2013) ; UNICEF, OMS, Banque mondiale (2015) ; Rapport mondial de la nutrition 2015

## LES JEUNES FILLES OUEST-AFRICAINES SE MARIENT TROP JEUNES

Carte 3

Pourcentage de jeunes femmes (20-24 ans) mariées avant l'âge de 18 ans



Sources : UNICEF (2015), Rapport sur la situation des enfants dans le monde ; Girls not Brides

**Sept pays ouest-africains se placent parmi les 20 pays ayant le taux le plus élevé de mariages précoces dans le monde :**

Niger (1), Tchad (3), Mali (5), Guinée (6), Burkina Faso (8), Sierra Leone (13) et Nigéria (14). Au Niger, trois filles sur quatre se marient avant leur 18<sup>e</sup> anniversaire et contribuent au taux de fécondité le plus élevé au monde, soit plus de sept enfants par femme. Le Nigéria et le Niger font partie des 20 pays enregistrant le plus grand nombre de mariages précoces en valeur absolue, avec respectivement 1.193 millions et 244 000 jeunes filles mariées. Les mariages précoces renforcent l'inégalité entre les sexes et vont à l'encontre des droits humains en privant les jeunes filles de développer tout leur potentiel. **La région perd collectivement un énorme capital humain qui est sous-employé.** L'Union africaine a lancé en 2014 une campagne pour accélérer le changement sur le continent. Le Burkina Faso, le Ghana, le Mali, le Niger et le Tchad ont lancé des campagnes nationales pour mettre un terme aux mariages précoces.

## LA SCOLARISATION DES FILLES CONTRIBUE À LA BAISSÉ DE LA FÉCONDITÉ

Le nombre d'enfants par femme en âge de procréer (cinq pays ouest-africains sont dans le « top 10 » mondial) est nettement corrélé avec l'importance des mariages précoces, la fécondité chez les jeunes filles et leur niveau d'éducation. Dans ce dernier domaine, des efforts très importants sont consentis. Mais leurs effets sont atténués par la vitesse de la croissance démographique. Au Mali, les retards de croissance des enfants de moins de cinq ans sont deux fois moins importants quand la maman a fréquenté le collège. **La transition démographique et la lutte contre la malnutrition reposent en grande partie sur la condition des jeunes filles et des femmes.**

Tableau 1  
Fécondité et scolarisation

PAYS	TAUX DE FÉCONDITÉ EN % (2010-15*)	TAUX DE NATALITÉ CHEZ LES FILLES (14-18 ANS) POUR MILLE	TAUX NET DE FRÉQUENTATION DANS LE PRIMAIRE, FILLES EN % (2011-14*)	TAUX D'ALPHABÉTISME DES JEUNES FILLES (15-24 ANS) EN % (2006-13*)
CABO VERDE	2.4	92	-	98
GHANA	4.2	65	70	83
MAURITANIE	4.7	71	62	48
TOGO	4.7	77	87	73
LIBÉRIA	4.8	147	43	37
SIERRA LEONE	4.8	131	74	56
BÉNIN	4.9	98	73	31
GUINÉE-BISSAU	5.0	137	62	71
CÔTE D'IVOIRE	5.1	125	66	39
GUINÉE	5.1	154	53	22
SÉNÉGAL	5.2	80	66	71
BURKINA FASO	5.6	136	50	33
NIGÉRIA	5.7	123	66	58
GAMBIE	5.8	88	66	67
TCHAD	6.3	203	48	46
MALI	6.4	178	50	34
NIGER	7.6	210	46	15

\*Les données sont celles disponibles pour l'année la plus récente de la période indiquée.

Sources : FNUAP (2015) ; UNICEF (2016), Rapport sur la situation des enfants dans le monde

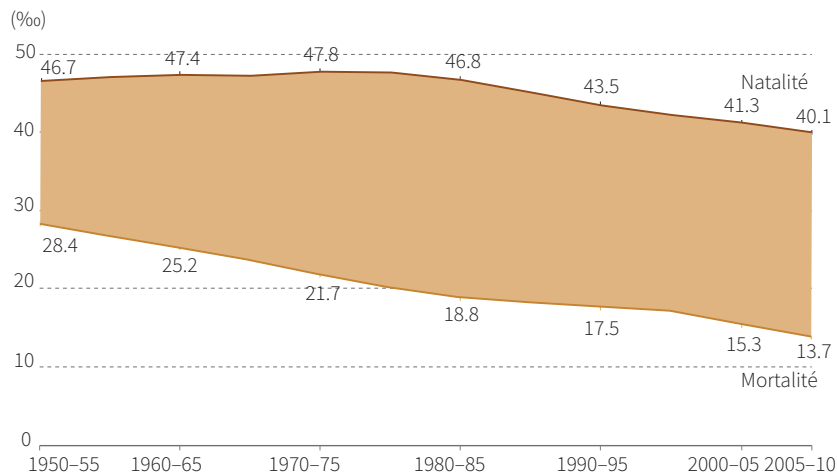
## LES POLITIQUES DE POPULATION

Depuis les années 60, la mortalité baisse du fait des progrès de la médecine, de la vaccination et de l'amélioration de l'accès aux services de base ; l'eau potable en particulier. Les politiques de population auraient dû susciter une baisse de la natalité plus importante que celle de la mortalité pour accélérer la transition démographique. Cela n'a pas été le cas. **Ces politiques souffrent d'un soutien politique encore insuffisant et de contraintes socioculturelles fortes.** Elles devraient désormais être placées au centre des stratégies de développement, bénéficier de moyens financiers et humains croissants et irriguer l'ensemble des politiques sectorielles. Elles devraient associer la diffusion des moyens modernes et traditionnels de contraception, s'appuyer sur les médias pour informer les populations sur les avantages d'une natalité plus faible. Elles devraient accorder une place prépondérante aux femmes les plus fragiles, les moins résilientes, les plus marginalisées ; les plus pauvres, celles qui ont le moins accès à l'éducation, aux services de santé et à une alimentation régulière et saine. Elles devraient également s'appuyer sur le puissant levier qu'est

l'urbanisation (page 14). **Tout délai dans la baisse de la fécondité mettra en cause l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.** Les politiques de sécurité

alimentaire devraient prendre en compte la vitesse de la transition démographique, en particulier dans les pays où cette transition est la moins avancée, et accélérer son achèvement.

Graphique 4  
Natalité et mortalité en Afrique de l'Ouest\*



\*hormis le Tchad

Sources : OCDE/CSAO (2013), Peuplement, marché et sécurité alimentaire ; Nations Unies (2010)

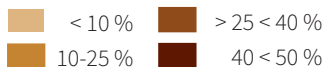
# URBANISATION

## UNE URBANISATION IRRÉVERSIBLE

**L'Afrique est le continent le moins urbanisé du monde, mais une transition urbaine irréversible est en cours.** En Afrique de l'Ouest, le nombre d'agglomérations urbaines est passé de 152 à près de 2 000 entre 1950 et 2010. Le niveau d'urbanisation régional s'approche désormais de 50 %. Le Niger demeure parmi les pays les moins urbanisés du monde avec un taux de 18 %, comparable à celui du Burundi et de l'Éthiopie.

Carte 4

### Niveau d'urbanisation



1950



1980



2010



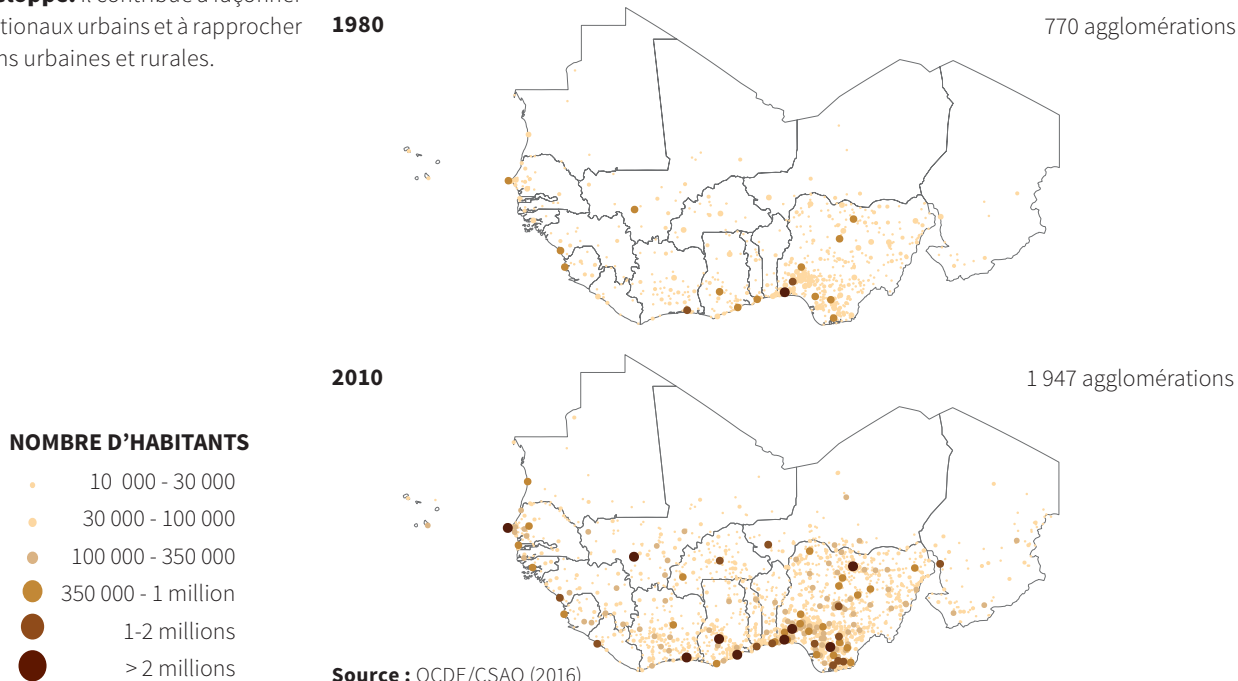
Source : OCDE/CSAO (2013), Peuplement, marché et sécurité alimentaire

## DE PLUS EN PLUS DE VILLES DE PLUS EN PLUS PEUPLÉES

Au-delà des grandes métropoles, **un réseau dense de petites et moyennes agglomérations se développe**. Il contribue à façonner les réseaux nationaux urbains et à rapprocher les populations urbaines et rurales.

Carte 5

### Agglomérations de plus de 10 000 habitants



Source : OCDE/CSAO (2016)

# UN RÉSEAU DENSE DE **PETITES ET MOYENNES AGGLOMÉRATIONS**

Carte 6

## Densité rurale et réseau urbain

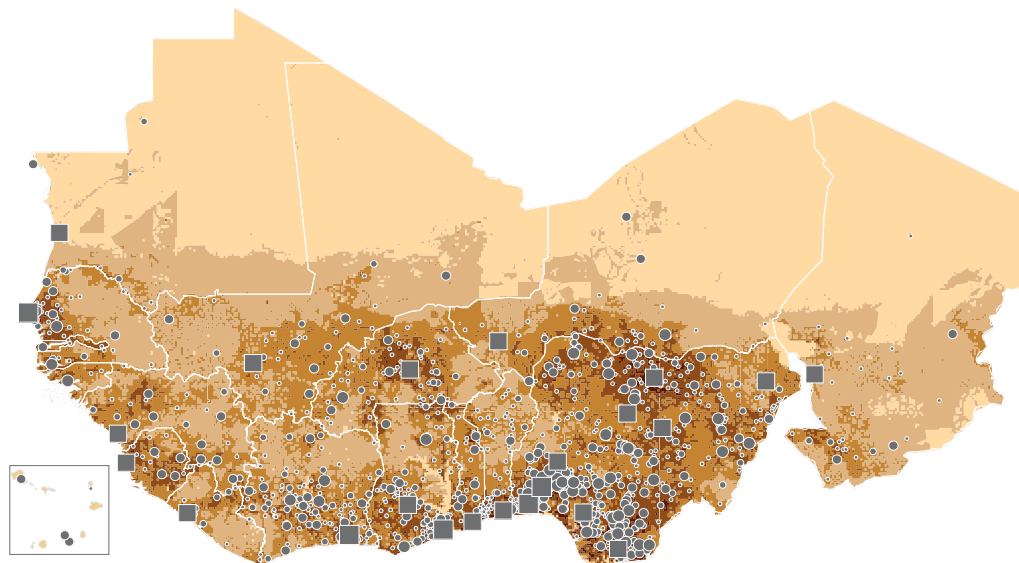
### VILLES (HABITANTS)

- 10 000 - 25 000
- 25 000 - 50 000
- 50 000 - 150 000
- 150 000 - 500 000
- 500 000 - 2 millions
- >2 millions

### DENSITÉ RURALE

(HABITANTS PAR KM<sup>2</sup>)

- < 2
- 2 - 15
- > 15 - 50
- > 50 - 150
- > 150



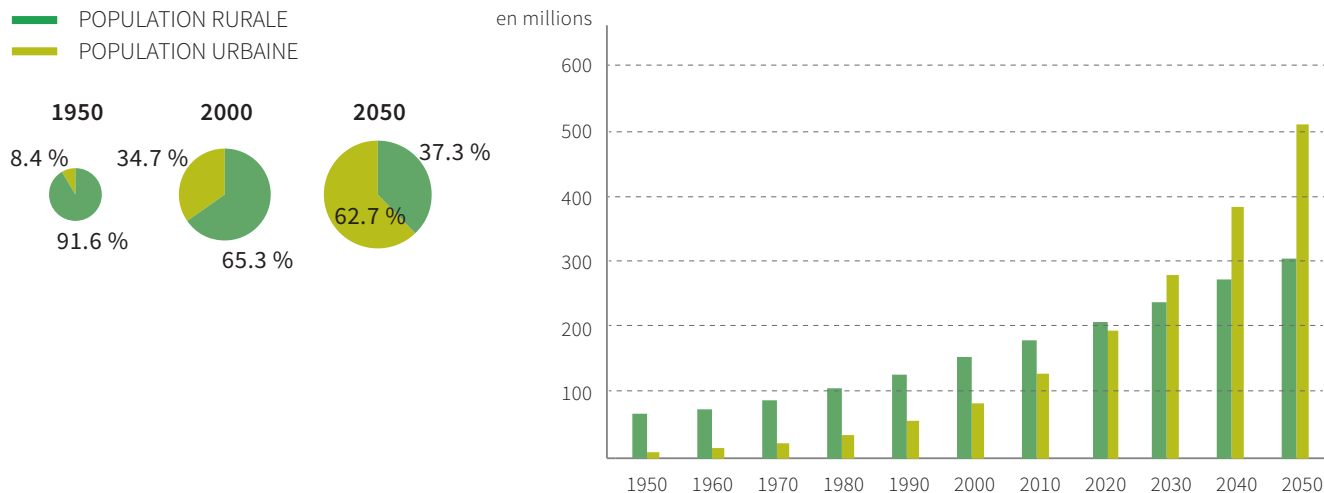
Source : OCDE/CSAO (2013), Peuplement, marché et sécurité alimentaire



# LA POPULATION RURALE CONTINUE DE CROÎTRE MAIS SERA BIENTÔT MINORITAIRE

Graphique 5

## Population rurale et urbaine en Afrique de l'Ouest

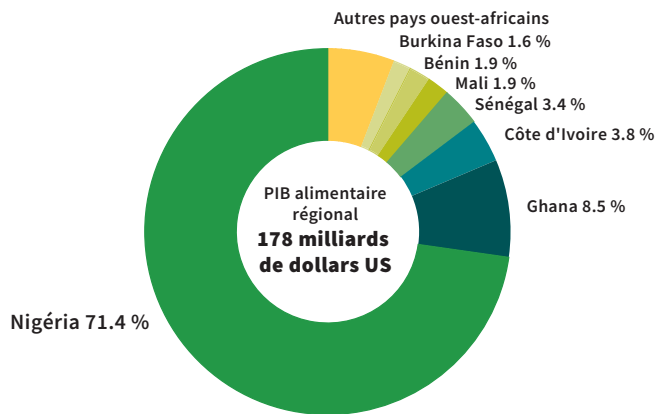


Source : Nations Unies (2015), Perspectives de la population mondiale

## LA VILLE MOTEUR DE L'ÉCONOMIE ALIMENTAIRE

La population rurale tend à se concentrer dans les zones proches des villes. La croissance des villes suscite ainsi l'intégration de l'espace rural et urbain. Le vecteur de cette intégration est le commerce. Désormais, **les deux tiers de l'alimentation des Ouest-Africains font l'objet d'une transaction commerciale**. Par ailleurs, beaucoup de ruraux – environ un quart – travaillent dans un autre secteur que l'agriculture, l'élevage ou la pêche. Le secteur informel urbain vit en grande partie du transport, de la transformation ou du commerce de produits alimentaires. Entre espaces ruraux et urbains, se développe une économie alimentaire qui, en 2010, représentait 178 milliards de dollars US, soit 36 % du PIB cumulé de tous les pays de l'Afrique de l'Ouest.

Graphique 6  
Répartition du PIB alimentaire régional, 2010\*



\*PIB exprimé en parité de pouvoir d'achat

Source : OCDE/CSAO (2016), Les nouvelles opportunités de l'économie alimentaire ouest-africaine

## L'ÉCONOMIE ALIMENTAIRE, PREMIER GISEMENT D'EMPLOIS

### L'agriculture ne représente plus que 60 % de l'économie alimentaire.

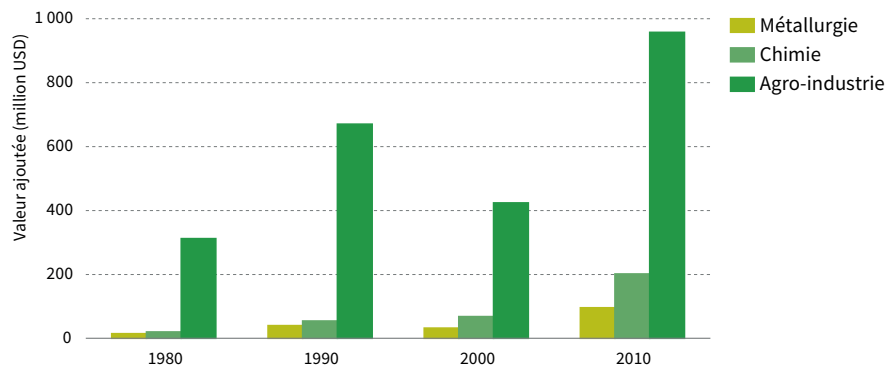
Les activités économiques en amont (fourniture d'intrants, de semences) et aval (transformation, commerce) comptent pour 40 %. Ce secteur agro-alimentaire croît plus vite que la production agricole. Il est constitué de « chaînes de valeur » de plus en plus nombreuses et de plus en plus complexes. Par exemple, les produits transformés à base de céréales, qu'il s'agisse des produits « prêts à la consommation » (pains, galettes, gâteaux) ou « prêts à l'emploi » (farines, semoules, granules), passent par plusieurs étapes avant d'arriver au consommateur final. Ils font l'objet de procédés plus ou moins sophistiqués de transformation, stabilisation et conditionnement. La matière première a dû être ensachée, transportée, déchargée, stockée, contrôlée, calibrée, nettoyée, broyée, laminée, parfois séchée ou grillée, congelée ou réfrigérée, conditionnée, emballée, puis parfois cuisinée dans les restaurants de rue.

À côté de quelques structures industrielles (brasseries, minoteries, etc.), le secteur est essentiellement constitué par un tissu de microentreprises et de PME, souvent familiales et informelles. Les procédés de production sont fréquemment artisanaux. Mais, progressivement, ces entreprises se transforment et une part croissante d'entre elles investit, se mécanise, se professionnalise et même s'industrialise.

Premier secteur économique de la région, **le secteur agroalimentaire est aussi – de loin – le principal gisement d'emplois.** Il devrait être placé au centre des stratégies visant à donner des emplois aux millions de jeunes et à développer les activités génératrices de revenus pour les plus fragiles.

Graphique 7

### Volume des activités manufacturières au Sénégal, 1980-2010



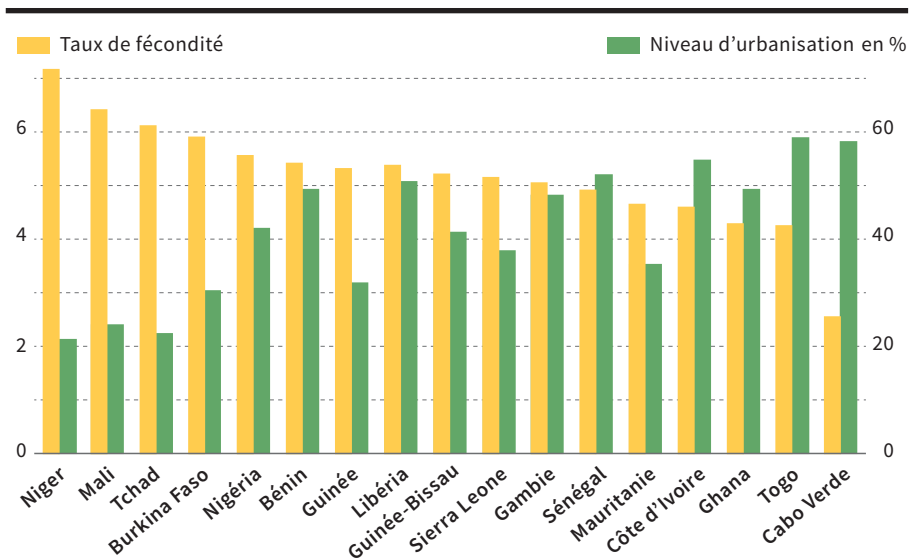
Source : OCDE/CSAO (2016), Les nouvelles opportunités de l'économie alimentaire ouest-africaine

## LA VILLE « ACCÉLÉRATEUR » DE LA TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE

### La ville est un puissant vecteur de baisse de la fécondité.

Parce qu'elle favorise l'éducation des jeunes filles et facilite l'accès aux services de santé; parce que les opportunités de travail rémunérateur pour les femmes y sont plus nombreuses; parce que l'accès à l'information et la diffusion des idées et des comportements y est plus rapide qu'en milieu rural; parce que les logements y sont plus chers donc moins spacieux. Le phénomène se vérifie en Afrique de l'Ouest avec des variances d'un pays et d'une période à l'autre. La poursuite du processus d'urbanisation devrait donc accélérer la baisse de la fécondité et la phase descendante de la transition démographique. Les politiques de population devraient saisir cette opportunité pour amplifier cette baisse (page 13).

Graphique 8  
Niveaux d'urbanisation et taux de fécondité

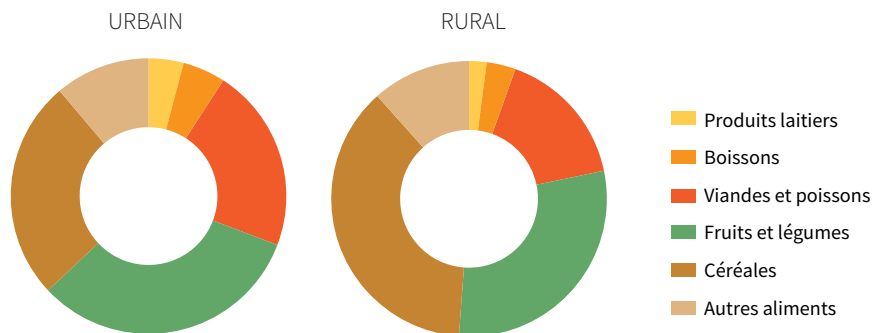


Source : OCDE/CSAO (2013), Peuplement, marché et sécurité alimentaire

## LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LES VILLES

**L'insécurité alimentaire urbaine est une réalité** dont l'ampleur devrait augmenter du simple fait de la croissance de la population des villes. Encore mal documentée, ses spécificités devraient être mieux prises en compte dans les systèmes de suivi de la situation alimentaire et nutritionnelle. En particulier, les ménages urbains dépendent presque exclusivement du marché pour leur alimentation. Leur sécurité alimentaire dépend donc du niveau et de la stabilité du prix des aliments. Ces derniers dépendent du fonctionnement des chaînes de valeur alimentaires (page 35) : production, transformation, transport, stockage et distribution. Ces processus peuvent être confrontés à des blocages et chocs qui doivent être anticipés par les mécanismes de prévention des crises alimentaires. En outre, la composition du panier alimentaire des ménages révèle des différences importantes entre le milieu rural et le milieu urbain, qui doivent également être prises en compte.

Graphique 9  
Consommation alimentaire des ménages par milieu, 2010



Source : OCDE/CSAO (2016), Les nouvelles opportunités de l'économie alimentaire ouest-africaine

# MIGRATIONS

## MOINS D'UN TIERS DES MIGRANTS OUEST-AFRICAINS QUITTE LE CONTINENT AFRICAIN

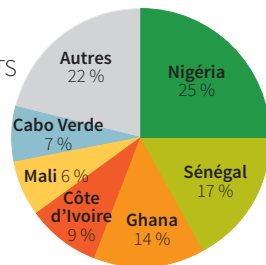
En 2015, les Nations Unies estiment le nombre de migrants ouest-africains dans le monde à 8.7 millions. 66 % d'entre eux sont installés en Afrique de l'Ouest, 20 % en Europe, 8 % en Amérique du Nord et le solde essentiellement dans le reste de l'Afrique. On observe au fil du temps une lente érosion de la part de l'Afrique au profit de l'Amérique du Nord, de l'Europe et dans une moindre mesure de l'Asie.

Graphique 11

### Pays d'origine des migrants ouest-africains en Europe

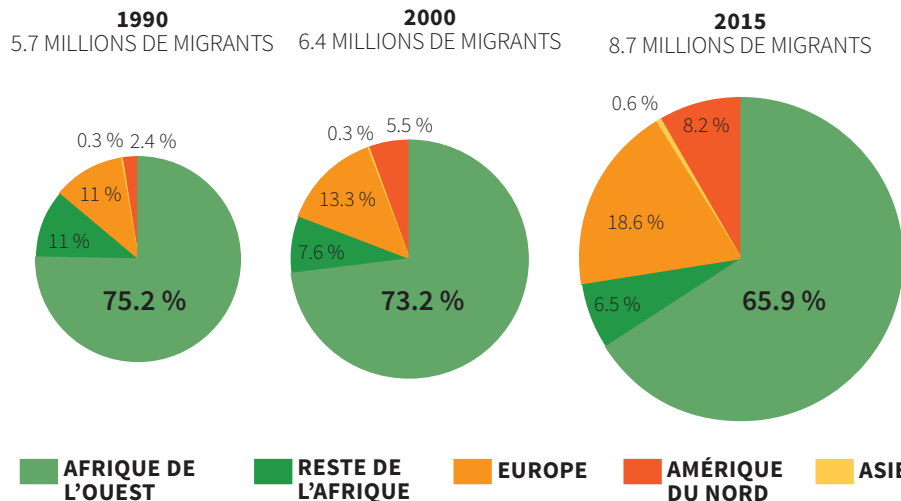
2015

1.6 MILLION DE MIGRANTS



Graphique 10

### Migrants ouest-africains dans le monde



Source : Nations Unies (2015), Département des affaires économiques et sociales, Tendances dans la migration internationale

## UNE FORTE MOBILITÉ RÉGIONALE

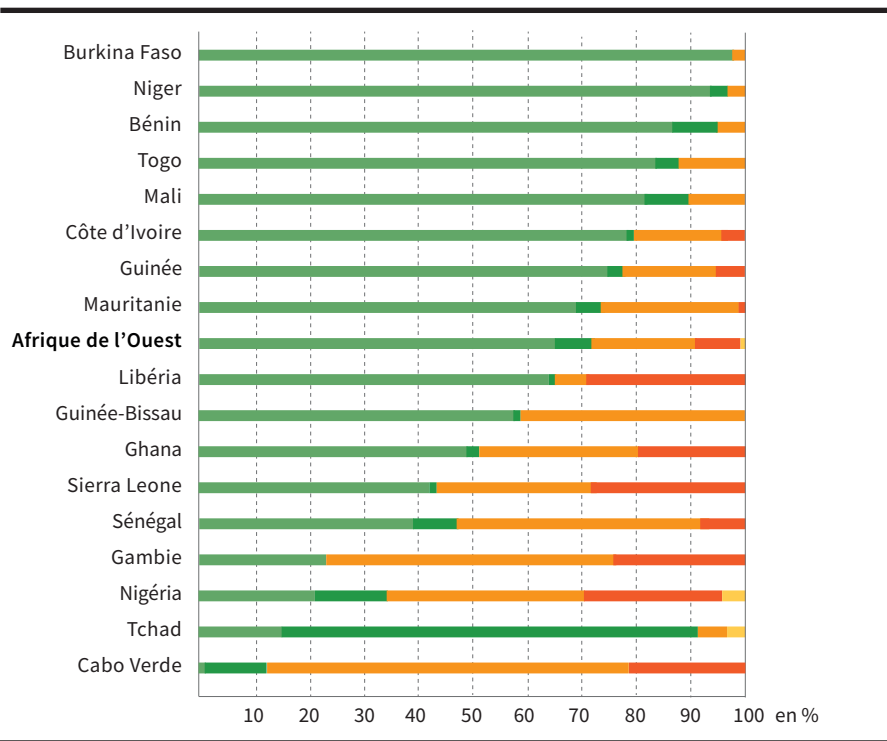
### Les Ouest-Africains figurent parmi les populations les plus mobiles du monde.

La mobilité intrarégionale est presque sept fois supérieure au volume des migrations de l'Afrique de l'Ouest vers le reste du monde. Le protocole de la CEDEAO sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement de 1979 favorise cette mobilité intrarégionale, même si son application rencontre encore de nombreux obstacles sur le terrain. Ce protocole, ainsi que les textes additionnels, témoignent de la volonté politique des États membres de la CEDEAO de placer la mobilité intrarégionale de la population au cœur du processus d'intégration régionale.



**Source :** Nations Unies (2015), Département des affaires économiques et sociales, Tendances dans la migration internationale

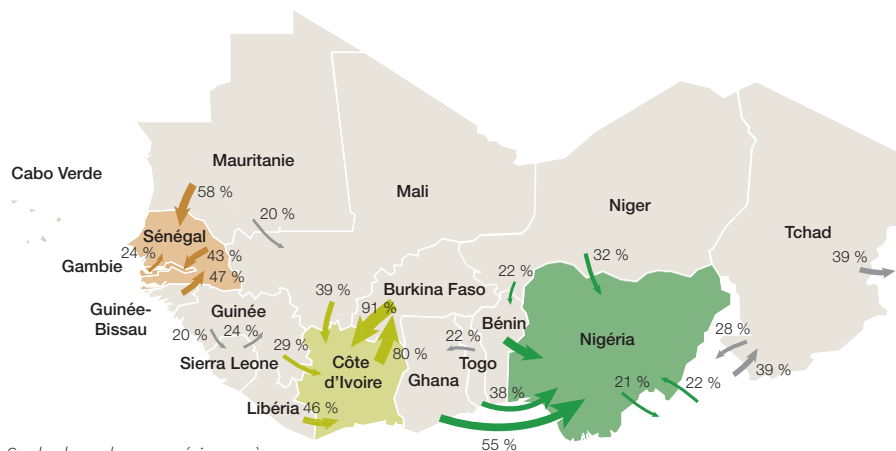
Graphique 12  
Répartition des émigrés ouest-africains, 2015



## TROIS ESPACES MIGRATOIRES SOUS-RÉGIONAUX

**La Côte d'Ivoire et le Nigéria animent les deux principaux pôles migratoires de la région.** Ils sont le principal lieu d'accueil des émigrés de leurs pays limitrophes. Le Sénégal et la Gambie constituent un troisième pôle d'animation migratoire. Les chiffres officiels masquent difficilement des mouvements migratoires beaucoup plus puissants. Ainsi, la Commission nigériane de la population estime que les ressortissants de la CEDEAO vivant au Nigéria seraient de 3 à 4 millions contre un peu plus de 1 million enregistrés officiellement.

Carte 7  
Émigrés ouest-africains en Afrique de l'Ouest, 2015



Seules les valeurs supérieures à 20 % des effectifs des émigrés de chaque pays dans un autre pays sont représentées.

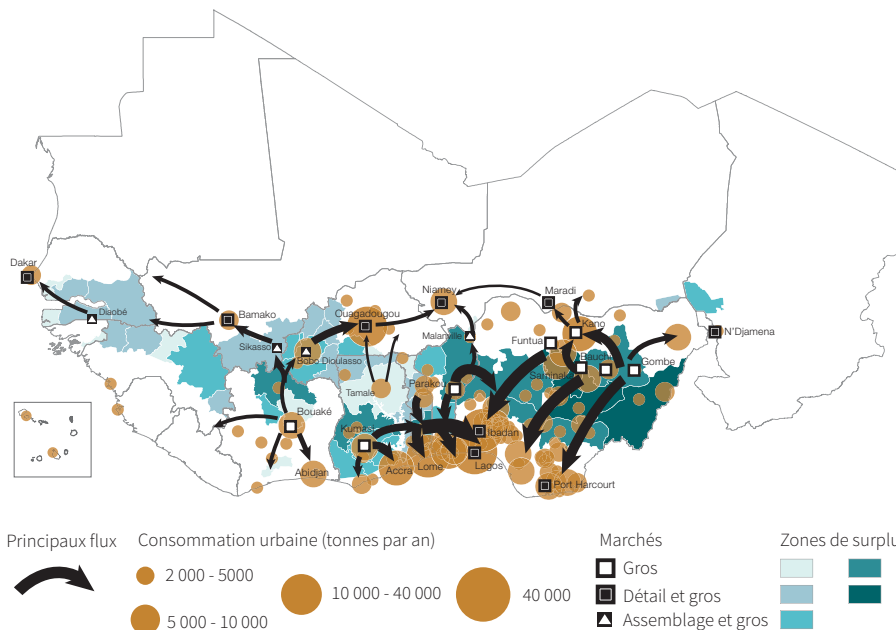
**Source :** Nations Unies (2015), Département des affaires économiques et sociales, Tendances dans la migration internationale



# RÉSEAUX SOCIAUX ET COMMERCIAUX

**Les migrations au sein de l'Afrique de l'Ouest tissent de puissants réseaux sociaux et commerciaux.** Ces réseaux contribuent à l'intégration régionale du marché agro-alimentaire, par exemple celui du maïs.

Carte 8  
Flux régionaux de maïs



**Sources :** OCDE/CSAO (2013), Peuplement, marché et sécurité alimentaire ; FewsNet (2012) ; FAO AgroMaps (2012) ; Bricas et al. (2009) ; West Africa Trade Hub (2011)

# LES PROXIMITÉS MIGRATOIRES SAHÉLIENNES

Carte 9

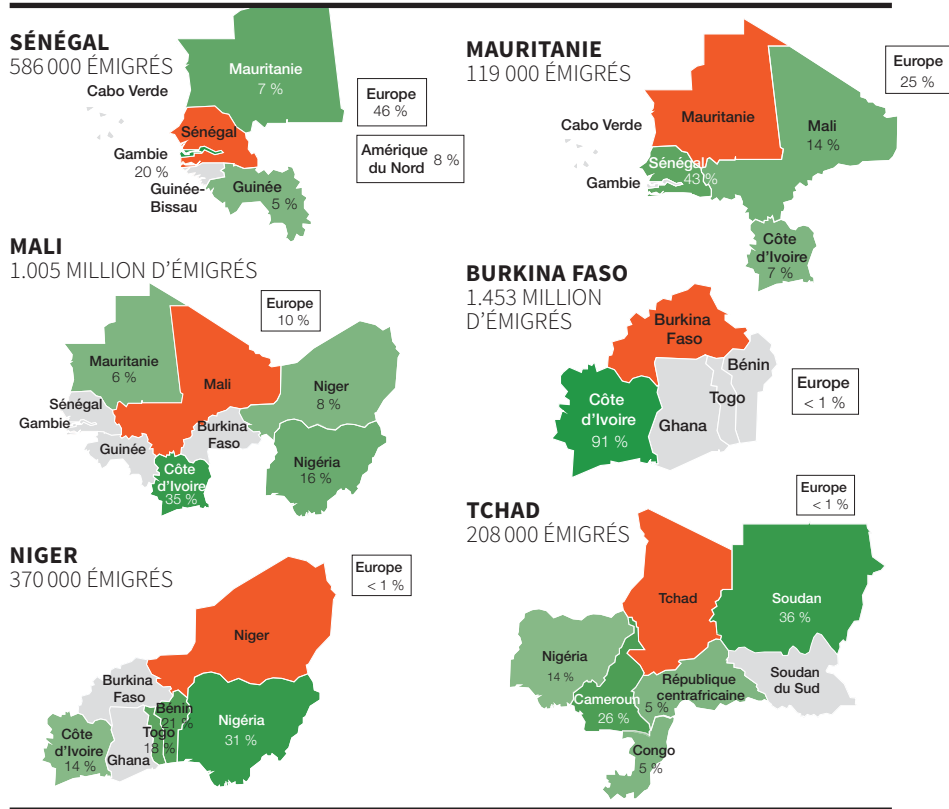
Lieux de résidence des émigrés sahéliens, 2015

**Le Burkina Faso et le Mali représentent à eux seuls plus de 28 % des émigrés ouest-africains.** Ils sont aussi, avec le Niger et le Tchad, les pays dont les trajectoires migratoires sont les plus centrées sur les pays limitrophes ou proches. Le Sénégal et la Mauritanie sont plus tournés vers le reste du monde.

Le Cabo Verde compte proportionnellement le plus grand nombre d'émigrés; sa diaspora étant plus importante que sa population résidente. Les migrations saisonnières durant la saison sèche dans les pays sahéliens sont impossibles à évaluer précisément mais se comptent en millions de personnes. Générant des revenus additionnels et soulageant la pression sur l'environnement, ils sont un facteur important de la sécurité alimentaire.

Seules les valeurs supérieures à 5 % sont représentées.

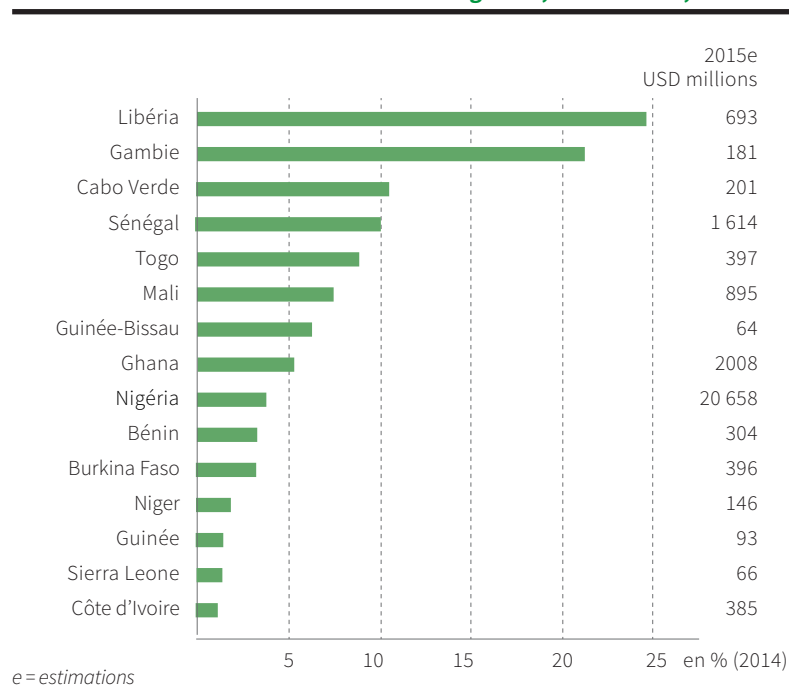
**Source :** Nations Unies (2015), Département des affaires économiques et sociales, Tendances dans la migration internationale.



## LES TRANSFERTS DE FONDS DES MIGRANTS

Entre 2005 et 2010, les transferts de fonds – officiellement enregistrés – des émigrés vers les pays de la CEDEAO ont augmenté de plus de 8 % par an en moyenne, pour atteindre près de 28 milliards de dollars US en 2015, soit deux fois les flux d'investissements étrangers et 3.7 % du PIB régional. **Le Nigéria représente à lui seul les trois-quart de ces flux entrants.** Les transferts proviennent principalement des émigrés résidant dans les pays développés mais sont également significatifs dans les pays dont la majorité des émigrés réside en Afrique de l'Ouest ; au Togo et au Mali par exemple. Ils ont un impact documenté sur la réduction de la pauvreté et des inégalités, ainsi que sur la sécurité alimentaire des ménages vulnérables.

Graphique 13  
Transferts de fonds des migrants, en % du PIB, 2014



Source : Banque mondiale (2016), Données portant sur les migrations et les transferts de fonds

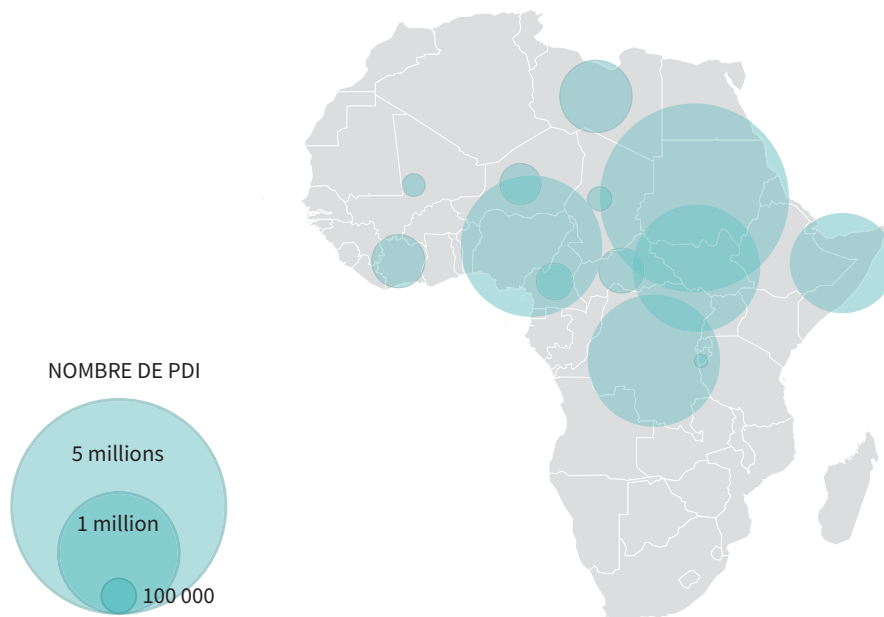
## UN DEMI-MILLION DE RÉFUGIÉS AU NIGER ET AU TCHAD

### Au niveau global, les déplacements forcés ont atteint des records en 2015.

Selon le rapport sur les tendances mondiales 2015 du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), 65.3 millions d'individus ont été forcés à se déplacer dans le monde, en raison de persécutions, de conflits, de violences généralisées ou de violation des droits humains. Cela représente 5.8 millions de personnes de plus qu'en 2014. L'Afrique subsaharienne compte en son sein 29 % des personnes déplacées dans le monde. En Afrique de l'Ouest, les déplacements forcés concernent surtout les zones du bassin du lac Tchad. Les violences et les atteintes au droit de l'homme dans le nord du Nigéria ont fait plus de 2.2 millions de personnes déplacées internes. Plus de 200 000 personnes ont également trouvé refuge dans les pays voisins que sont le Cameroun, le Niger et le Tchad. Un réfugié sur deux en Afrique de l'Ouest se trouve au Tchad, ce qui représente un total de 370 000 réfugiés et 52 000 personnes déplacées internes (PDI). Le Niger accueille 125 000 réfugiés et 137 000 PDI. Fin 2015, le Tchad se plaçait en 5<sup>e</sup> position en termes de ratio nombre de réfugiés/habitant avec 26 réfugiés pour 1 000 habitants.

Carte 10

### Personnes déplacées internes (PDI) en Afrique, 2015



Source : HCR (2016), Tendances mondiales 2016

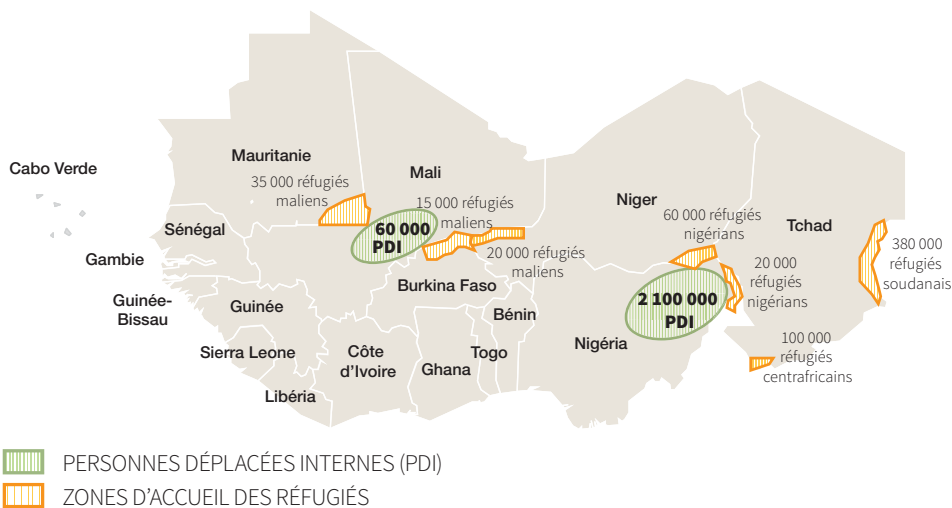
# AUX CONFINS DES DÉFIS ALIMENTAIRES ET SÉCURITAIRES

## LES MENACES SÉCURITAIRES AGGRAVENT LES FRAGILITÉS STRUCTURELLES

Le Niger et le Tchad sont, au même titre que le Mali, des pays d'une grande fragilité cumulant les plus forts taux de croissance démographique, de pauvreté et d'insécurité alimentaire. **Les menaces sécuritaires aggravent encore ces fragilités structurelles.** Dans les pays sahéliens, le complexe « insécurité-alimentation » doit être abordé dans une même démarche. La prévention et la gestion des crises alimentaires doit se rapprocher de celles des conflits et de l'instabilité. Les enjeux de stabilisation par le développement, doivent quant à eux intégrer la résilience alimentaire et le développement de l'économie alimentaire (pages 18 et 19).

Carte 11

### Réfugiés et personnes déplacées internes (PDI) liés aux conflits récents ou en cours



Source : HCR (2016), Tendances mondiales 2016











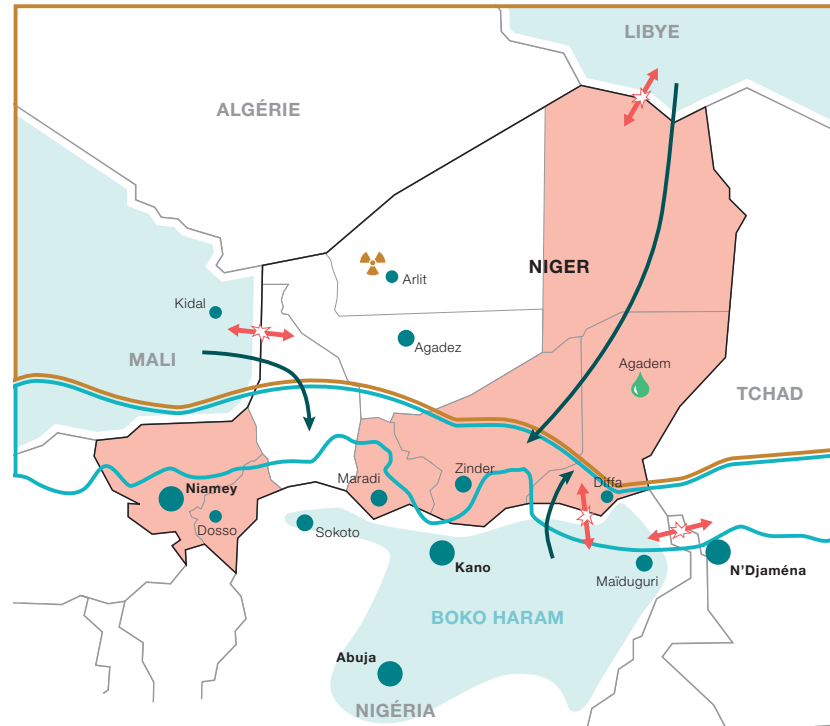
## L'EXEMPLE DU NIGER

Carte 13

### Niger : fragilités internes et menaces régionales

**Le Niger se trouve désormais aux prises avec trois menaces.** Outre les risques de déstabilisation venant à l'Ouest (septentrion malien), l'influence grandissante de Boko Haram au sud et – au nord-est – les risques liés à la guerre en Libye, sont de graves sources d'inquiétude. Les demandes sociales fortes et légitimes – y compris en matière de sécurité alimentaire et de résilience – sont perçues par une partie de la population comme étant relayées au second plan par les préoccupations sécuritaires.


-  Zone saharienne : moins de 200 mm de pluie/an ; environ 600 000 km<sup>2</sup> et moins de 0.5 million d'habitants dans sa partie nigérienne.  Mines d'uranium et  pétrole
-  Zone fragile sahélienne. La variation de la longueur de la saison des pluies y est de +/- 30 %. Environ 5 millions de ruraux agropasteurs dans sa partie nigérienne.
-  Zones régulièrement en insécurité alimentaire et nutritionnelle
-  Zones de conflits / instabilité
-  Diffusion régionale de l'instabilité
-  Migrations involontaires




Source : OCDE/CSAO (2014), Un Atlas du Sahara-Sahel : Géographie, économie et insécurité

## L'EXEMPLE DU TCHAD

L'environnement régional est également préoccupant pour le Tchad qui s'est doté d'un appareil sécuritaire significatif mais qui souffre désormais d'une forte baisse de ses ressources financières liées à la chute du prix du pétrole. Le Tchad demeure l'un des pays les plus pauvres du monde où l'insécurité alimentaire chronique est prégnante pour une grande partie du territoire et de la population.

 Zone saharienne : moins de 200 mm de pluie/an ; environ 700 000 km<sup>2</sup> et moins de 0.7 million d'habitants dans sa partie tchadienne

 Zone fragile sahélienne. La variation de la longueur de la saison des pluies y est de +/- 30% ; environ 2 millions de ruraux essentiellement agropasteurs dans sa partie tchadienne.

 Zones régulièrement en insécurité alimentaire et nutritionnelle

 Zones de conflits

 Zone d'instabilité

 Diffusion régionale de l'instabilité

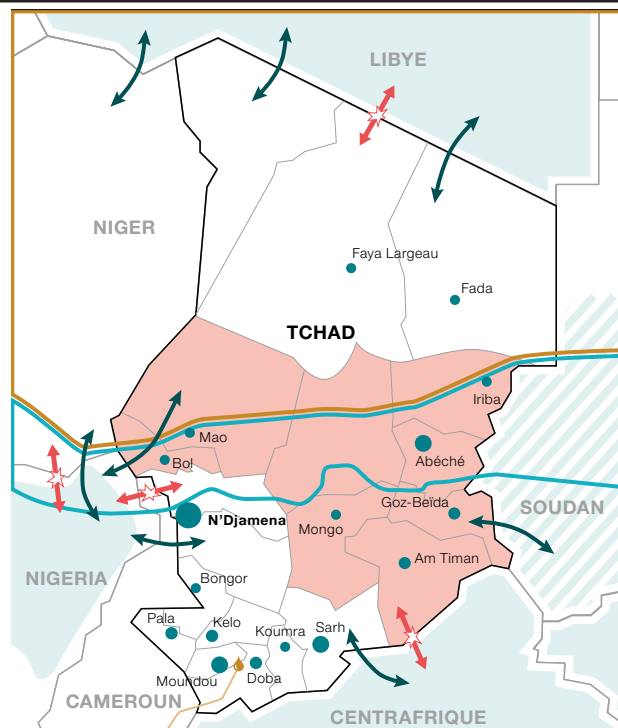
 Trafics (armes, drogues)

 Champs pétroliers

 Oléoduc

Carte 14

### Tchad : fragilités internes et menaces régionales



Source : OCDE/CSAO (2014), Un Atlas du Sahara-Sahel : Géographie, économie et insécurité



# TROIS PRIORITÉS

## LA PRÉVENTION ET LA GESTION DES CRISES ALIMENTAIRES

Quelles qu'en soient les causes (chocs climatiques, volatilité des prix, récession économique, crispations politiques, conflits, pandémies) et quels que soient les lieux où elles sévissent (espaces ruraux et urbains, routes migratoires, camps et zones d'accueil de réfugiés), la prévention et la gestion des crises alimentaires et nutritionnelles doivent demeurer une priorité de l'action publique. Elle se doit d'être coordonnée au niveau régional, à défaut de quoi – par exemple – une alerte de crise pourrait être lancée par un gouvernement selon des critères différents de ceux utilisés dans d'autres pays. L'Afrique de l'Ouest dispose en la matière d'un avantage de taille par rapport aux autres régions africaines. Créé il y a plus de trente ans, le Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) réunit sous l'égide de la CEDEAO et de l'UEMOA, toutes les parties prenantes,

nationales, régionales et internationales. Animé par le CILSS et le Secrétariat du CSAO/OCDE, il s'est doté d'une Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires (Charte PREGEC) et d'outils communs d'évaluation de situation alimentaire et nutritionnelle tels que le Cadre harmonisé. **Le Réseau doit s'adapter à la complexité croissante des facteurs sous-jacents aux crises alimentaires, y compris les conflits.** Il doit également amener ses Membres à mieux prendre en compte les spécificités des vulnérabilités alimentaires en milieu urbain (page 21).

**« Quelles qu'en soient les causes, la prévention et la gestion des crises alimentaires et nutritionnelles doivent demeurer une priorité de l'action publique. »**

Graphique 14  
Cycle PREGEC



## LA RÉSILIENCE

Il est contre-productif de dissocier l'aide humanitaire lorsque survient une crise, du combat contre la pauvreté endémique et la famine. Car les plus fragiles sont aussi les plus vulnérables face aux crises, quelles que soient leurs natures (climatiques, économiques, sociales, sécuritaires). Il faut donc renforcer leur résilience. **Renforcer la résilience de millions de personnes est un défi de long terme ;**

complexe par nature car situé au croisement d'une multitude de facteurs interagissant. Ce défi ne peut être relevé sans une approche multisectorielle fondée sur un partenariat politique engageant les Africains de l'Ouest et leurs partenaires. Telle est l'ambition de l'Alliance globale pour la résilience (AGIR) - Sahel et Afrique de l'Ouest. **Ni initiative de plus, ni guichet supplémentaire, AGIR permet aux « alliés » de la résilience alimentaire de se rassembler autour d'objectifs, d'approches, d'outils et d'une table de résultats agréés par tous.**

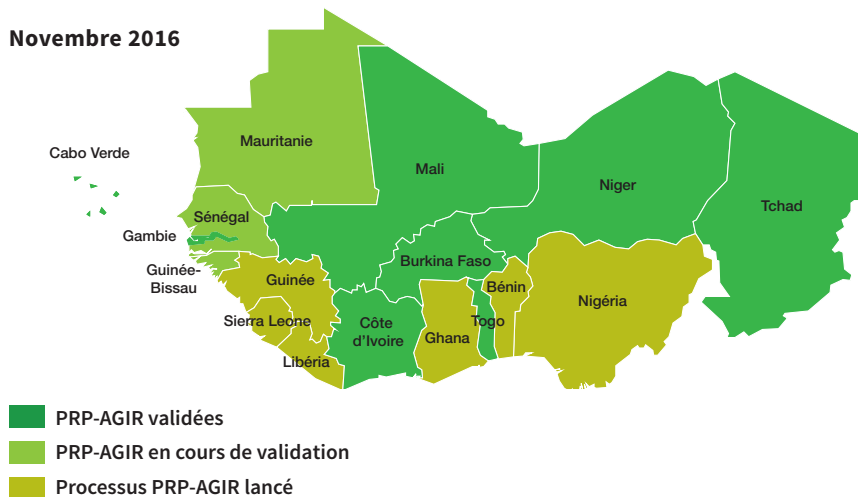
L'Alliance offre l'occasion à tous les pays engagés de disposer d'un cadre national de référence (les Priorités résilience pays – PRP-AGIR). Ce cadre a vocation à fédérer et à faire converger toutes les

initiatives, programmes et projets contribuant à la résilience. AGIR est donc un outil d'amélioration de l'efficacité de l'action collective. L'Alliance est placée sous le leadership politique de la CEDEAO et de l'UEMOA et bénéficie de l'appui technique

du CILSS. Le RPCA est l'instance de dialogue de ses parties prenantes (page 33). Le Secrétariat du CSAO/OCDE contribue à son animation, à sa promotion et aux réflexions méthodologiques que l'Alliance induit.

Carte 15

### Processus de formulation des Priorités résilience pays (PRP-AGIR)



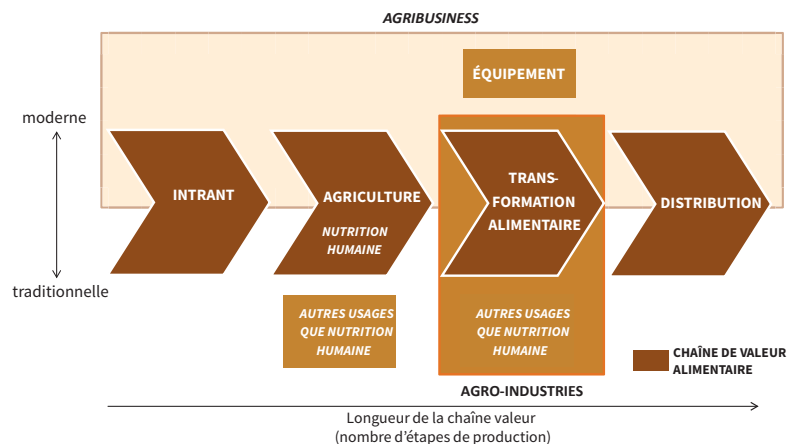
## LA CROISSANCE ET L'EMPLOI

La croissance économique (et son corollaire l'emploi) est une constante d'un grand nombre de politiques publiques ouest-africaines et de la plupart des stratégies internationales portant sur la région. Comment trouver de l'emploi pour les millions de jeunes désœuvrés ? Comment rendre l'économie locale plus attractive que la migration ? Comment donner de l'espoir à certains jeunes gens face aux tentations criminelles ? Comment également développer une économie plus inclusive et moins volatile que celle reposant sur les exportations de pétrole, de gaz, de minerais ou de matières premières agricoles ? Ces questions sont abordées de façon sectorielle (secteur primaire, secteur secondaire, secteur tertiaire) et segmentée (milieu rural/milieu urbain – secteur informel/ secteur formel). La réponse la plus commune est que l'agriculture – assimilée à la totalité du monde rural – est le secteur prioritaire. Une analyse plus systémique montre que l'économie alimentaire – à la fois rurale et urbaine, primaire, secondaire et tertiaire, informelle et formelle – est beaucoup plus grande que la

seule économie agricole et dispose de potentiels de croissance et d'emplois beaucoup plus importants (page 19). Peu volatile puisqu'elle est centrée sur le marché intérieur, en forte croissance, elle devrait être la clé de voûte des politiques économiques.

**Pour valoriser les potentiels de l'économie alimentaire, des stratégies transversales, multisectorielles sont nécessaires.** Elles doivent s'appuyer d'abord et avant tout sur les demandes exprimées par les acteurs et les organisations professionnelles.

Graphique 15  
Chaîne de valeurs alimentaire



Source : OCDE/CSAO (2016), Les nouvelles opportunités de l'économie alimentaire ouest-africaine

---

# RÉFÉRENCES

---

## Cette brochure a été réalisée à partir des productions du Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE) :

- L'ensemble des réflexions menées depuis les années 90 autour des enjeux de peuplement ; à commencer par l'étude des perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, 1998 ;
- « Peuplement, marché et sécurité alimentaire », Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, 2013 ;
- La base de données Africapolis disponible en ligne sur OECD.Stat.
- « Un Atlas du Sahara-Sahel : Géographie, économie et insécurité », Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, 2014 ;
- Autres études publiées dans les « Cahiers de l'Afrique de l'Ouest » :
- « Mobilités ouest-africaines et politiques migratoires des pays de l'OCDE » (2008), « Atlas régional de l'Afrique de l'Ouest » (2009), « Les enjeux régionaux des migrations ouest-africaines (2009) », « Conflits liés aux ressources et terrorismes, deux facettes de l'insécurité » (2013) ;
- « Les nouvelles opportunités de l'économie alimentaire ouest-africaine », Notes ouest-africaines, n° 1, Éditions OCDE, 2016 ;
- La série « Maps & Facts » publiée dans le cadre de la Revue de presse du Secrétariat du CSAO/OCDE ;
- Les travaux du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA)

### Maps & Facts, n° 1, novembre 2015 Climats, changements climatiques & résilience







**RPCA**  
[www.food-security.net](http://www.food-security.net)





Secrétariat du **Club** DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

 **OCDE**  
DES POLITIQUES MEILLEURES  
POUR UNE VIE MEILLEURE